

Retrouvez les épisodes précédents sur mon site herveferon.fr

La dette, c'est le nerf de la guerre. Quand le remboursement de la dette nous étouffe au point de ne plus pouvoir fonctionner normalement, de ne plus pouvoir envisager des investissements qui seraient nécessaires, c'est que depuis longtemps on a mal géré.

J'ai été le premier à le dire, il y a 10 ans, en Conseil de Communauté Urbaine et à multiples reprises : "Monsieur le Président, dans le rapport dette par habitant, vous êtes la dernière Communauté Urbaine de France !" Et je l'ai dit et redit, jusqu'à ce que d'autres reprennent également cette remarque... L'irresponsabilité, c'est de ne jamais avoir voulu l'admettre et de ne jamais nous avoir répondu en proposant une stratégie cohérente pour redresser cette situation.

Comme je relançais cette alerte régulièrement, souvent l'exécutif du Grand Nancy ironisait en disant que je rabâchais... Seulement voilà, aujourd'hui la Métropole du Grand Nancy, parmi toutes les Métropoles et les Communautés Urbaines de France est la dernière de la classe dans le rapport dette par habitant.

Ils peuvent toujours chipoter, c'est un fait. Ils disent "telle Métropole n'a pas inclus les transports en commun dans son budget...", mais la Métropole du Grand Nancy, elle, ne nous parle jamais des centaines d'hectares réservés par l'EPFL pour son compte et qu'elle devra payer un jour, terrains sur lesquels elle devra aussi financer des projets pour assumer ses engagements... Ça c'est de la dette cachée qui s'ajoute à la dette... La dette cumulée au 31 décembre 2018 est de 685 millions (excusez du peu). Ils prétendent que "notre capacité de désendettement se bonifie sensiblement (sur un an) par l'amélioration des niveaux d'épargne..." Comment cela est-il possible ? En augmentant les tarifs des services publics, en affaiblissant ces services publics (ramassage des ordures, bus...) en diminuant les enveloppes dévolues aux Communes pour l'entretien des voiries et leur sécurité, en n'entretenant pas les petits équipements (ceux qui servent à la population, les gymnases...).

Ces affirmations posées lors du vote du Budget 2019 ne sont que recherches désespérées d'alibis... Et comme par hasard, ils ne nous ont pas présenté, à cette occasion et malgré nos demandes, de perspectives sur les années à venir concernant cette capacité d'autofinancement...

Et puis il vient se rajouter à tout cela, les dépenses fastueuses, pour ne pas dire les cadeaux faits aux entreprises privées par centaines de millions d'euros, exemple le projet de Grand Nancy Thermal dont on reparlera... Il vient aussi se rajouter les investissements nécessaires et incontournables, car on a trop pris de retard, comme la ligne 1 de transports en commun. Mais là aussi, les choix ne sont pas les bons et il est programmé un projet dommageable sur le plan écologique et beaucoup plus coûteux que d'autres solutions qui n'ont pas été explorées sérieusement...

Toujours à l'occasion de ce budget, "ils" ont fait voté (à tous ceux qui ont bien voulu le voter) rien que pour les 3 années suivantes 2019 - 2020 - et 2021, l'ouverture des AP (autorisations de programme pour investissements) : soit 12 AP dites "récurrentes" pour 273 millions d'euros et 12 AP de projets pour 226 millions d'euros ! C'est à dire 449 millions d'ici 2021 ! Alors qu'ils n'ont plus du tout de marge de manœuvre, ils savent

pertinemment qu'une grande partie de ces 500 millions ne pourra être couverte que par de nouveaux emprunts engagés !

Cela signifie au moins trois éléments :

- Messieurs, Mesdames, habitants du Grand Nancy, nous allons être endettés à l'horizon 2021 , vous, moi et tous les contribuables, à hauteur de plus d'un milliard d'euros !!!

- Ils jouent la politique de l'autruche et tout cela éclatera après les élections municipales de mars 2020, quand une partie des responsables de cette situation ne sera plus là pour l'assumer ! Bonjour l'héritage !

- Dès 2021, si rien n'a été corrigé, il y aura une explosion des impôts levés par la Métropole, c'est inéluctable.

En conclusion, il faut changer la majorité de la Métropole pour une autre politique budgétaire raisonnable...

Il est temps que les élus se saisissent de ce sujet essentiel et qu'on n'arrête d'abandonner les choix politiques aux techniciens !

Il y a urgence à être un minimum sérieux !